



Alimentons les régions

Paris, le 5 mars 2010

Madame, Monsieur,

Vous nous avez fait parvenir un questionnaire en vue des élections régionales des 14 et 21 mars prochains, portant sur la question alimentaire.

Nous vous remercions de cet envoi.

Comme vous le savez sans doute, les écologistes font des questions relatives à l'alimentation des sujets prioritaires. Vous le soulignez à juste titre, notre façon de nous alimenter est centrale, parce qu'elle touche aux modes de production agricole, au contenu de l'assiette des citoyens, au transport des produits alimentaires, à l'aménagement du territoire, à l'emploi.

Pour résumer notre position, nous pensons qu'une alimentation de qualité, fondée sur une agriculture biologique de proximité, peut être accessible au plus grand nombre. Nous pensons que la dépendance des consommateurs aux systèmes de la grande distribution n'est pas une fatalité. Nous pensons que la protection des paysages et de la biodiversité peut aller de pair avec un secteur agricole dynamique, riche en emploi.

Vous trouverez ci-après nos réponses détaillées à votre interpellation.

Vous souhaitant bonne réception de nos réponses, nous vous prions, Madame, Monsieur, de recevoir l'expression de nos salutations distinguées.

Les candidats/es d'Europe Ecologie

Alimentons les régions : les réponses d'Europe Ecologie

Nous avons été sollicités par les signataires de l'Appel « Alimentons les régions ». Vous trouverez ci-dessous des éléments de réponse sur notre positionnement sur toutes ces questions.

Propos général

L'agriculture représente environ 20% des émissions de gaz à effet de serre françaises, mais l'alimentation beaucoup plus, compte tenu du transport des biens agricoles, leur transformation, les émissions liées aux surfaces commerciales...

La question de la réduction de l'empreinte écologique de la façon de nous alimenter est donc essentielle, d'autant qu'elle touche à de nombreux domaines de la vie.

Production agricole

Europe Ecologie est favorable à un accroissement massif du soutien des Conseils régionaux au développement de l'agriculture biologique, qui ne représente aujourd'hui que 2,5% de la Surface agricole utile française. Bien que les moyens des Régions ne puissent jamais compenser le choix de l'Union européenne de soutenir l'agriculture productiviste (par exemple, en Ile-de-France, les fonds de la PAC représentent 240 millions d'euros par an, contre 1 million pour le soutien régional au bio), elles peuvent jouer un rôle déterminant dans la construction de filières, la formation de jeunes agriculteurs, la constitution de pépinières...

Formation, emploi et agriculture

Aujourd'hui, les agriculteurs qui souhaitent passer au bio, soit en conversion de terres, soit en changeant de parcours professionnel, trouvent difficilement des aides financières, techniques, et accèdent difficilement au foncier.

Nous proposons que les Régions aident la création de pépinières d'agriculture biologique, qui permettraient à des personnes jeunes ou nouvelles dans l'agriculture de se lancer, sans risques, pendant plusieurs mois ou années.

Le potentiel de l'agriculture biologique, plus intensive en main d'oeuvre que l'agriculture conventionnelle, recèle un potentiel de création d'emploi considérable.

Circuits courts

Nous lions fondamentalement conversion de l'agriculture au biologique et agriculture de proximité. Aujourd'hui, la faiblesse de l'offre française en produits bio conduit à l'importation d'1 produit bio sur 3, ce qui est absurde, puisque le gain environnemental à la production est perdu en emballages, transports, déperditions.

C'est pourquoi nous défendons une agriculture vivrière de proximité, aux portes des villes. Nous voulons lutter contre la forte tendance à l'étalement urbain, qui supprime des espaces agricoles de valeur.

Les Conseils régionaux pourront tenir un rôle important dans la construction de filières locales en travaillant sur les menus des cantines scolaires.

Commerce et grande distribution

Le développement d'une agriculture de proximité, majoritairement biologique, et plus généralement d'une alimentation fondée sur la consommation de produits de saison, produits le plus localement possible, se heurte nécessairement à la domination de la grande distribution et aux habitudes modernes de consommations de la population.

L'éducation au goût, notamment dans les cantines scolaires, est primordiale pour rendre les produits industriels non attractifs, à commencer par les plats dits « cuisinés » qui occasionnent standardisation de l'alimentation, surremballage, utilisation d'additifs alimentaires occasionnant surpoids, maladies cardio-vasculaires, cancers...

Nous voulons accroître le soutien aux AMAP et à tous les mécanismes qui rapprochent les producteurs des consommateurs, parce que cela permet de limiter le coût des produits et cela permet de dégager les producteurs de la pression des grands distributeurs qui cherchent à externaliser la politique du moindre coût.

Protection des paysages et de la biodiversité

Le recours massif de l'agriculture conventionnelle aux produits phytosanitaires, la sur-utilisation des ressources en eau, la pression inconsidérée sur les sols nous conduisent dans le mur.

La forte chute des populations d'abeilles de ces dernières années sont là pour témoigner de l'arrivée au point de rupture de la plupart des milieux naturels.

Nous souhaitons que le secteur agricole participe pleinement à la protection des paysages et de la biodiversité, en s'intégrant dans la mise en place de trames vertes et bleues.

Les Régions doivent mettre en place, comme c'est déjà le cas en Ile-de-France, des Agences foncières suffisamment dotées, en partenariat avec les départements, pour lutter contre l'étalement urbain et protéger les espaces naturels. La politique de création de parcs naturels régionaux peut aussi répondre en partie à cette exigence de coexistence entre activités agricoles, loisirs en milieu rural, activités économiques, habitat.